

Perspectives

L'AVENIR FLOU DE L'EUROPE, LES CHOIX CLAIRS DE LA TURQUIE

La Turquie continue de s'intégrer à l'espace économique et institutionnel européen mais les obstacles demeurent et l'évolution de l'Europe interroge les liens entre l'UE et la Turquie.

Une Turquie qui remplirait les critères d'adhésion à l'Union européenne apporterait à l'Europe la taille critique dont elle a besoin pour mieux faire face aux défis mondiaux du XXI^e siècle. Ce rôle de la Turquie dans le monde et en Europe est souligné par des personnalités politiques de tous bords, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, en tête. Pour les Turcs eux-mêmes, dans un environnement mondial en pleine mutation, le projet européen demeure l'option la plus rationnelle en termes d'avancées démocratiques, économiques, technologiques ou sociales.

Plus de 50 % de l'acquis législatif et réglementaire de l'Union est déjà transposé dans l'ordre juridique turc, et la Turquie s'implique dans les initiatives européennes culturelles, sociales ou scientifiques. Ses organisations de la société civile sont présentes au sein des plates-formes civiques européennes comme Business Europe, la Confédération européenne des syndicats, Eurochambres, l'UEFA, les organisations environnementales, professionnelles, de jeunesse et de divers secteurs industriels... L'intégration de la Turquie au marché unique européen a donc atteint un degré presque irrév-

ersible, malgré les évolutions politiques actuelles et les multiples facteurs qui affectent encore les négociations d'adhésion en cours avec l'Union européenne.

Les obstacles

La France a bloqué le processus des négociations pendant plusieurs années en dépit des engagements institutionnels de l'UE. Cependant le Président François Hollande pourrait mettre fin à la politique hostile de son prédécesseur.

Mais concernant Chypre, il y a peu d'espoir de trouver à court terme un compromis. L'UE continue à pénaliser la partie de l'île qui a dit « oui » à la paix lors du plan de l'ONU de 2004, et à favoriser la partie qui a dit « non ». Le gouvernement de la partie grecque de Chypre bloque toujours plusieurs chapitres des négociations, liés notamment au marché unique. Cette impasse nuit à la compétitivité de l'Europe, les intérêts économiques européens se trouvant mis à mal sur le marché turc, dans les partenariats internationaux comme dans les projets énergétiques.

Quant à l'Allemagne, leader européen et gestionnaire de la crise de l'euro, sa politique du « ni bloquer, ni promouvoir » est le minimum requis pour que le processus puisse repartir.

Les efforts à poursuivre

L'essor de la Turquie, qui sera probablement l'un des grands pays du XXI^e siècle, demeure un facteur capital. Afin de rendre son objectif européen plus crédible, et de lever les incertitudes dans le processus de négociations, la Turquie a besoin de plus de démocratie, d'état de droit et de libertés, ainsi que d'une économie innovante et d'un environnement social apaisé.

Mais c'est l'obtention des visas qui pose le plus de problèmes aux citoyens turcs. Cette restriction très grave pour le tourisme, les affaires et nos relations académiques, n'est justifiée ni par des risques migratoires ni par un souci de sécurité. La Turquie revendique ce droit, inscrit dans son accord d'association avec l'Union européenne, confirmé par la jurisprudence de la Cour de Justice. Libéraliser la délivrance de visas pourrait réconcilier avec l'Union européenne une opinion publique turque menacée de lassitude.

La Turquie transpose le droit européen dans le droit turc afin de satisfaire au partenariat d'adhésion, principal instrument légal européen, officiellement et unanimement adopté par les membres de l'UE en 2001 et révisé à de nombreuses reprises, pour la dernière fois en 2008. Dans ce cadre, Ankara doit

continuer à remplir les préconditions des chapitres concernant la compétition et les aides d'Etat, les marchés publics et la politique sociale, qui auront un effet positif sur le niveau de vie en Turquie et sur la compétitivité du pays.

Vers un nouvel Occident

Mais au-delà du cadre institutionnel, les perspectives européennes de la Turquie s'inscrivent dans un contexte stratégique plus large. En effet, l'Europe tentant de surmonter la crise de la zone euro, évolue *de facto* vers un système « d'intégration différenciée ». Celui-ci comprendrait un noyau fédéral des pays adhérents à l'euro, au sein d'une Union plus flexible et plus étendue où des coopérations renforcées pourraient se développer.

Un « nouvel Occident » incluant la Turquie est en train d'émerger. Stimulée par ses avancées dans les domaines de l'état de droit, des droits des femmes, des libertés individuelles, de l'innovation technologique, des routes énergétiques et de la meilleure gestion des ressources naturelles, la Turquie apportera alors une plus-value considérable à la compétitivité européenne du XXI^e siècle. ☞

Bahadır Kaleağası

Président de l'Institut du Bosphore